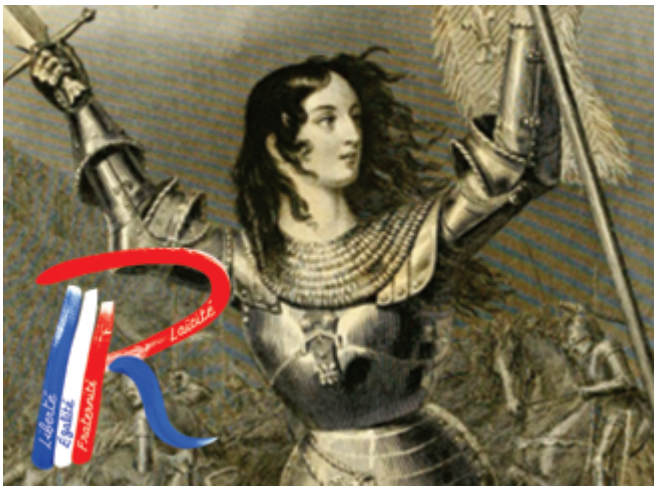
Le FBI, un allié possible pour Trump

écrit par Jack | 30 juin 2016



(« Je n'ai envoyé à qui que ce soit par courriel aucun document classé confidentiel » a déclaré Hillary Clinton le 10 mars 2015)

NEW YORK – Un ancien avocat affirme qu'il n'y a aucun doute que, avant les élections de novembre, le FBI demandera au Procureur général, Loretta Lynch, de poursuivre Hillary Clinton pour le mauvais traitement de renseignements confidentiels, prévenant qu'une intervention de la Maison Blanche provoquerait une révolte de l'ampleur du Watergate.

Dans une interview avec WND (World Net Daily), Joseph diGenova (*fondateur d'un cabinet d'avocats à Washington D.C.)* a dit que « *compte tenu de tout ce qu'on sait, tant dans ce qui est publiquement connu et que dans ce qui n'est connu que par le pouvoir exécutif, il existe suffisamment de preuves crédibles pour réunir un grand jury, suffisamment de preuves pour croire que divers délits ont été commis* ».

(NDLR Il faut suivre les dires de Joseph diGenova avec prudence car il a déjà été discrédité par le parti républicain pour un comportement non professionnel : http://mediamatters.org/research/2016/01/06/benghazi-fabricator-demands-hillary-clinton-ind/207808*)*

« *Il n’y a simplement aucun doute que le FBI va recommander au Procureur Loretta Lynch une série d’incriminations contre Hillary Clinton* » a insisté Joseph diGenova qui s’est entretenu de cette affaire avec des anciens agents du FBI et des Services de renseignement. « *Selon les informations qu’ils ont pu recueillir de leurs collègues de la mise à exécution des lois, il y a unanimité pour affirmer que des incriminations vont être recommandées par le FBI* » a continué Joseph diGenova qui a insisté sur le fait qu’il était impossible que le FBI ne bouge pas, compte tenu des circonstances, reconnaissant toutefois que Loretta Lynch avait tout pouvoir pour décider de ne rien faire.

Mais pour les gens du FBI et des renseignements, cela serait impensable : « *On va assister à une révolte de l’ampleur de l’affaire du Watergate si les accusations ne sont pas suivies d’effet. Tout d’abord, la clé de cette affaire est l’usage d’un serveur personnel. L’existence de ce serveur et son utilisation par Hillary Clinton et ses aides en mode non codé, ainsi que d’autres dispositifs non protégés, sont, pour tout dire, une infraction à la loi sur l’espionnage ; la faute de n’avoir pas sauvegardé, conservé et protégé correctement des renseignements classifiés* ».

Me. DiGenova a fait remarquer que le FBI avait déjà fait valoir une cause contre un certain nombre de personnes, dont le Général David Petraeus, l’ancien patron de la CIA. « *Le FBI, du fait d’avoir saisi, non seulement le serveur de Hillary Clinton, mais aussi de nombreux serveurs au Ministère des Affaires étrangères, a commencé à démêler les divers niveaux de communications et de classifications au-delà de ce que le ministère révèle lentement au public* » a-t-il ajouté.

Il a expliqué que le FBI agissait en se basant sur le fait que le serveur avait été configuré en toute connaissance de cause pour éviter toute révélation au public, à la presse, au Congrès et aux tribunaux en réponse à des requêtes légales légitimes et en réponse à la citation à comparaître. (NDLR Elle avait comparu le 23 octobre 2015 devant le comité créé pour l'affaire de Benghazi : http://time.com/4084578/benghazi-hearing-hillary-clinton-analysis/)

Me. diGenova a aussi précisé que le FBI avait établi un lien entre les actions officielles de Hillary Clinton en tant que Ministre des Affaires étrangères et les présentations et activités de collectes de fonds pour la Fondation Clinton. Il ne faudrait pas s'étonner, a-t-il ajouté, que le FBI ait déjà commencé à prélever des documents à la Fondation Clinton du fait que l'enquête sur Hillary Clinton s'étend à des possibilités de corruption politique.

« *Si j'étais Procureur général aujourd'hui et que cette enquête arrivait sur mon bureau, je réunirais un grand jury et monterais mes accusations. Aucun problème. C'est là un cas d'infraction aux statuts de l'information. Il y a des gens qui ont perdu leur emploi, leur intégrité, ont été condamnés pour avoir laissé un simple document sur leur bureau pendant la nuit. Par comparaison à l'affaire Petraeus, cette affaire est toute simple, de multiples fois plus simple » a conclu Me. diGenova.*

(NDLR On reparle de cette affaire aux actualités télévisées mais, en admettant que le FBI dépose une requête sur le bureau de Loretta Lynch, cette dernière, nommée à son poste par Obama, ne lèvera sans doute pas le petit doigt. Quant à une « révolte de l'ampleur de l'affaire du Watergate », ce serait la grosse surprise de l'année…)